



COMMUNE
AVENSAN

Envoyé en préfecture le 01/10/2026

Reçu en préfecture le 01/10/2026

Publié le



ID : 033-213300221-20260928-DEL2026_52-DE

REPUBLIQUE F

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AVENSAN**

Nombre de membres

Afférents	Présents	Afférents
23	17	21

Vote

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture le :

Et publication ou notification du :

Séance ordinaire du 28 septembre 2026

L'An deux mil vingt-six le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune d'AVENSAN s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent PASCUAL, Maire.

Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 24 septembre 2026, par Monsieur le Maire. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie, et sur le site internet dédié, à la même date.

Présents :

Laurent PASCUAL ; Julia CUNY-BOUTOURLINSKY ; Laurent DURIEUX ; Christelle CHEVALIER ; Olivier DUMORA ; Jennifer MORA ; Philippe DEDIEU-BENOIT ; Sonia LAFOURCADE (HADJADJ) ; Sandrine RITTORI ; Kyrian ROUX ; Gérald DA LUZ RIJO EYCHENNE ; Nathalie MIRANDE ; Philippe JAMES ; Stéphan NAVARROT-LAVIGNE ; Aurélie LORANT ; Chantal LAHAYE ; Arnaud PALATS.

Procurations:

Tony RITTORI, excusé, donne procuration à Sandrine RITTORI ; Stéphan COLIN, excusé, donne procuration à Laurent DURIEUX ; Vanessa FAVREAU, excusée, donne procuration à Laurent PASCUAL ; Damien ELOI, excuse, donne procuration à Olivier DUMORA.

Excusés:

Patrice CASTEX, Véronique BAZIN

Le quorum ayant été atteint, Monsieur le Maire sortant a ouvert la séance à 19H05. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Julia CUNY-BOUTOURLINSKY a été désignée secrétaire de séance.

**DEL2026-52 – CREATION D'UN EMPLOI NON-PERMANENT A TEMPS NON COMPLET –
SUITE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE
ARTICLE L.332-23 1° DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L.332-23,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU la délibération relative au régime indemnitaire n° 2021/09/71 du 27 septembre 2021 modifiée en date du 13 octobre 2025,

Selon le Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par son organe délibérant.

L'article L.332-23 1° dudit Code autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, pour prévoir des éventuels besoins à venir sur l'année scolaire 2026/2027, il apparaît pertinent, pour assurer la continuité du service public, de prévoir le recours à un emploi non-permanent, à temps non complet (6h65 hebdomadaires annualisées) pour assurer le bon fonctionnement de la pause méridienne.



Ainsi, à compter du 1^{er} octobre 2026, il est proposé de créer :

- un emploi non permanent relevant du grade d'adjoint d'animation territorial, pour exercer notamment des missions d'encadrement de la pause méridienne

La rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire des grades d'adjoint d'animation territorial.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **CRÉE** un emploi non permanent relevant du grade d'adjoint d'animation territorial, à temps non complet, de catégorie C, pour faire face à un accroissement temporaire d'activité,
- **MODIFIE**, en ce sens, le tableau des effectifs non-permanents,
- **PRÉCISE** que les contrats seront d'une durée maximum de 12 mois sur un période de 18 mois consécutif,
- **HABILITE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document et à prendre toute décision y compris de recruter des agents contractuels sur le fondement de l'article L.332-23 du CGFP,
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget principal,

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits
Pour copie conforme :
En mairie le 28/09/2026

Monsieur le Maire,
Laurent PASCUAL



Le secrétaire de séance,
Julia CUNY-BOUTOURLINSKY

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

